

Burundi : Paris propose d'étudier le déploiement de policiers de l'ONU

@rib News, 22/02/2016 â€“ Source AFP La France a soumis Ã ses partenaires du Conseil de sÃ©curitÃ© un projet de dÃ©claration sur la crise au Burundi qui suggÃ¨re d'envoyer sur place des policiers de l'ONU afin de tenter d'y ramener le calme. Ce projet de dÃ©claration du Conseil vise aussi Ã soutenir les efforts de l'Union africaine, qui doit bientÃ´t envoyer Ã Bujumbura une dÃ©lÃ©gation de haut niveau, et prÃªner une relance de la mÃ©diation menÃ©e par l'Ouganda pour instaurer un dialogue entre pouvoir et opposition.

Selon le texte, le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU Ban Ki-moon est invitÃ© Ã soumettre au Conseil dans les quinze jours "toutes les options possibles pour un tel dÃ©ploiement de police de l'ONU au Burundi". Celui-ci devra se faire "en consultation avec les autoritÃ©s burundaises et en coordination avec l'Union africaine". Ce contingent policier "augmenterait la capacitÃ© de l'ONU de surveiller la situation de sÃ©curitÃ©, dont la protection des civils et des droits de l'homme et de faire progresser l'Etat de droit" dans le pays. Il faudra encore dÃ©finir la taille et le rÃ´le exact de cette unitÃ© et faire adopter au Conseil une rÃ©solution autorisant son dÃ©ploiement. La France souhaite que la dÃ©claration soit adoptÃ©e avant la visite Ã Bujumbura, prÃ©vue les 25 et 26 fÃ©vrier, d'une dÃ©lÃ©gation de l'Union africaine qui tentera de convaincre un gouvernement burundais trÃ¨s rÃ©ticent d'accepter une prÃ©sence internationale sur son sol. Ban Ki-moon se trouve aussi depuis lundi au Burundi, pour sa premiÃ¨re visite depuis que le pays a plongÃ© dans une grave crise politique en avril 2015. "Nous souhaitons tirer parti de la convergence des efforts internationaux en cours pour briser le risque d'engrenage et tenter de crÃ©er une dynamique positive au Burundi", a expliquÃ© l'ambassadeur franÃ§ais FranÃ§ois Delattre. En ce qui concerne les policiers de l'ONU, il a prÃ©cisÃ© que "les contours et le mandat prÃ©cis de cette prÃ©sence restent Ã dÃ©finir et feront l'objet de discussions approfondies au Conseil". "Leur rÃ´le, a-t-il ajoutÃ©, devra Ãªtre de contribuer Ã prÃ©venir de nouvelles violences et Ã aider au respect des droits de l'homme". Le Burundi est plongÃ© dans une profonde crise politique depuis la candidature fin avril 2015 du prÃ©sident Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat, qu'il a obtenu en juillet. Plus de 400 personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es depuis le dÃ©but de la crise, qui a poussÃ© plus de 240.000 Burundais Ã l'exil, alors que des milliers d'autres ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s et que les forces de l'ordre sont accusÃ©es d'exÃ©cutions extrajudiciaires.